



CONTRAT DE SUBVENTION

NUMERO : XXXXX

OBJET DE LA SUBVENTION :
XXXXXXX

MONTANT MAXIMAL DE LA SUBVENTION :
XXXXXXX

ORIGINE DU FINANCEMENT :
Union européenne

Le présent contrat de subvention s'inscrit dans le cadre du projet de coopération ci-après dénommé le « CONTRAT PRINCIPAL » (Accord numéro FED / 2018 / 401-492, signé le 30 octobre 2018 entre l'Union européenne et Expertise France), portant sur « le Programme en faveur de la résilience, des énergies durables et de la biodiversité marine (RESEMBID) » au profit des « 12 pays et territoires d'outre-Mer des Caraïbes (PTOM) », mis en œuvre par EXPERTISE FRANCE.

Le financement de cette convention de subvention dépend donc de la poursuite du financement de l'accord principal entre l'Union européenne (UE) et Expertise France.

DATE DE NOTIFICATION DU CONTRAT :

Entre :

EXPERTISE FRANCE

73, rue de Vaugirard, 75006 PARIS, France

Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) immatriculé sous les numéros suivants :

- Raison sociale : Agence Française d'Expertise Technique Internationale (AFETI)
- N° SIRET : 808 734 792 00027
- Numéro de TVA intracommunautaire : FR36 808734792

Représentée par Monsieur Jérémie PELLET, Directeur Général,

d'une part,

et:

<NOM OFFICIEL COMPLET TEL QUE FIGURANT DANS LE FORMULAIRE INTITULE « ENTITE LEGALE »>

Statut juridique (organisation) : XXXXX

Numéro d'enregistrement officiel de l'organisation : XXXXX

Adresse officielle complète : XXXXX

N ° de TVA, pour les bénéficiaires assujettis à la TVA : XXXXX

Représenté par : XXXXX

(Ci-après dénommé le le « **BENEFICIAIRE** »)

d'autre part,

Ci-après dénommés collectivement les « PARTIES ».

Le **BENEFICIAIRE** s'associe avec le(s) **PARTENAIRE (s)** d'exécution suivant:

(Le(s) **PARTENAIRE(s)** d'exécution du **BENEFICIAIRE** ne sont pas partie au contrat.)

<NOM OFFICIEL COMPLET TEL QUE FIGURANT DANS LE FORMULAIRE « ENTITE LEGALE »>

Statut juridique (organisation) : XXXXX

N° d'enregistrement officiel de l'organisation : XXXXX

Adresse officielle complète : XXXXX

N ° de TVA, pour les bénéficiaires assujettis à la TVA : XXXXX

Représenté par : XXXXX

Et

< XXXXXX >.

En foi de quoi, il est convenu ce qui suit :

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1:	OBJET DU CONTRAT DE SUBVENTION	4
ARTICLE 2:	PERIODE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET	4
ARTICLE 3:	FINANCEMENT DU PROJET	4
ARTICLE 4:	RAPPORTS ET MODALITES DE PAIEMENT	5
ARTICLE 5:	ADRESSES DE CONTACT	6
ARTICLE 6:	ANNEXES.....	8
ARTICLE 7:	AUTRES CONDITIONS SPECIFIQUES APPLICABLES AU PROJET	9

ARTICLE 1: OBJET DU CONTRAT DE SUBVENTION

- 1.1 Le présent contrat de subvention (ci-après dénommé le « Contrat ») a pour objet l'octroi, par Expertise France, d'une subvention en vue du financement de la mise en œuvre de du projet intitulé : <intitulé du projet> (le « projet») décrit à l'annexe I, ainsi que de guider sa mise en œuvre, c'est-à-dire son déploiement dans le temps.
- 1.2 Une subvention est une contribution financière directe par voie de donation afin de financer, dans l'intérêt général, soit un projet mis en œuvre par le(s) bénéficiaire(s), soit de manière ponctuelle leur fonctionnement.
- 1.3 La subvention est octroyée au(x) bénéficiaire(s) aux conditions stipulées dans le présent CONTRAT, constitué des présentes conditions particulières (les «CONDITIONS PARTICULIERES») et des annexes, que le(s) BENEFICIAIRE(s) déclarent connaître et accepter.
- 1.4 Les bénéficiaires acceptent la subvention et s'engagent à mettre en œuvre le projet sous leur responsabilité, dans le respect de l'ensemble des stipulations du présent CONTRAT, sous le contrôle d'EXPERTISE FRANCE.

ARTICLE 2: PERIODE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

- 2.1 Le contrat entre en vigueur à la date de notification après qu'il ait été signé par la dernière des deux parties.
- 2.2 La mise en œuvre du PROJET commence le :
 - [le premier jour du mois suivant la date de paiement du préfinancement initial par Expertise France]
 - [le jour suivant la date de notification du contrat]
- 2.3 La période de mise en œuvre du PROJET, telle que précisée à l'annexe I, est de < nombre de mois > mois.
- 2.4 La période d'exécution du présent contrat se termine à la date de paiement du solde par EXPERTISE FRANCE et dans tous les cas au plus tard dix-huit mois après la fin de la période de mise en œuvre mentionnée à l'article 2.3 ci-dessus, à moins qu'elle ne soit reportée en application de l'article 12.4 de l'annexe II.

ARTICLE 3: FINANCEMENT DU PROJET

- 3.1 Le montant total des coûts éligibles est estimé à <montant> EUR, tel que détaillé à l'annexe III.
- 3.2 EXPERTISE FRANCE s'engage à financer un montant maximum de <montant>EUR

La subvention est en outre limitée à 100 pour cent du montant total des coûts éligibles du PROJET précisé au point 3.1.

Le montant final de la contribution Expertise France est établi conformément aux articles 14 et 17 de l'annexe II.

- 3.3 Conformément à l'article 14.7 de l'annexe II, 7% du montant final des coûts directs éligibles du projet établi conformément aux articles 14 et 17 de l'annexe II, peuvent être demandés comme coûts indirects.

ARTICLE 4: RAPPORTS ET MODALITES DE PAIEMENT

- 4.1 Les paiements sont effectués conformément à l'article 15 de l'annexe II (conditions générales), option n° <sélectionnez 1, 2 ou 3>, ainsi que précisé à l'article 15.1.

[Options 1 et 2]

Préfinancement initial : <montant> EUR.

[Option 2 uniquement]

Versement(s) de préfinancement suivant(s):: <montant> EUR.
(sous réserve des dispositions de l'annexe II)

[Options 1, 2 et 3]

Solde du montant final de la subvention :
(sous réserve des dispositions de l'annexe II) <montant> EUR.

- 4.2 Calendrier prévisionnel de versement des préfinancements et des échéances présentation des rapports financiers et narratifs fixées en application des articles 2, 15.1, 15.2 de l'annexe II (conditions générales).

<Précisez les exigences de déclaration applicables et les échéanciers de paiement / la durée de la période de rapport.>]

CONTRAT DE SUBVENTION – CONDITIONS PARTICULIERES

PRESENTATION DES RAPPORTS ET CALENDRIER DE PREFINANCEMENT			
Rapports	Période couverte par le rapport	Date limite d'envoi	Ordre de préfinancement
			1 (versé à l'entrée en vigueur du contrat)
Rapport semestriel n° 1			2
Rapport simplifié au 31/12			
Rapport semestriel n° 2			3
Rapport semestriel n° 3			
Rapport d'évaluation intermédiaire			etc.
Rapport d'audit intermédiaire			
Etat des dépenses au 31/12			
Rapport semestriel n° 4			
Rapport semestriel n° 5			
Etat des dépenses au 31/12			
Rapport final			
Rapport d'évaluation final			
Rapport d'audit final			Solde

Calendrier pour les rapports narratif, financier, d'audit et d'évaluation	
Date de début	
Durée (mois)	
Mi-projet	
Fin du projet	

Délais en no. de jours (voir article 2 des conditions générales)	
60	Rapports Pr semestriels
30	Rapports Pr fin décembre bouclage pr EF
90	Rapports Pr final

En application de l'article 15.1 de l'annexe II, si la durée d'une période de préfinancement est modifiée par Expertise France, cette dernière transmettra au Bénéficiaire une version mise à jour du tableau ci-dessus.

ARTICLE 5: ADRESSES DE CONTACT

5.1 Toute communication relative au présent contrat doit être faite par écrit, comporter le numéro et l'intitulé du PROJET et être envoyée aux adresses suivantes :

Pour EXPERTISE FRANCE

Les demandes de paiement et rapports joints, y compris les demandes de changement de compte bancaire, doivent être envoyés à :

EXPERTISE FRANCE

Département Développement Durable

A l'attention de M. Alain Chhuor

73, rue de Vaugirard

75006 PARIS – France

Adresse électronique : alain.chhuor@expertisefrance.fr

Une copie des documents mentionnés ci-dessus ainsi que de toute autre correspondance doit être adressée à :

RESEMBID

Unité de gestion des programmes

A l'attention de **M. / Mme XXX**, Gestionnaire de programme

Sint Maarten

Adresse électronique : **XXX**

Pour le coordinateur

<**adresse du coordinateur à laquelle la correspondance doit être envoyée**>

5.2 A toutes fins utiles, les coordonnées du référent lanceur d'alerte d'Expertise France sont les suivantes :

referent.lanceursdalerte@diplomatie.gouv.fr

Tél : +33 1 43 17 69 84

Bureau CNV C 366 B,

27, rue de la Convention,

75732 PARIS CEDEX 15.

ARTICLE 6: ANNEXES

- 6.1 Les documents suivants sont annexés aux présentes conditions particulières et font partie intégrante du contrat :

Annexe I :	Document de projet (y compris le cadre logique)
Annexe II :	Conditions générales applicables aux contrats de subvention Expertise France
Annexe III :	Budget du projet (feuilles de calcul 1, 2 et 3)
Annexe IV :	Procédures de passation des marchés applicables par les bénéficiaires de subventions accordées par Expertise France
Annexe V :	Modèle de demande de paiement
Annexe VI :	Modèle de rapport narratif, financier et modèle de rapport simplifié
Annexe VII :	Modèle de transfert de propriété d'actifs
Annexe VIII :	Engagement du bénéficiaire relatif à l'intégrité et à la lutte contre la corruption
Annexe IX :	Plan de communication et de visibilité du projet

Ces documents et les conditions particulières constituent l'intégralité de l'accord entre les matérialisés par le présent CONTRAT. Ils annulent et remplacent la totalité des communications verbales et écrites, procédures, démarches, accords, engagements, ou arrangements, se rapportant à son objet et faits, oralement ou par écrit, par une partie ou en son nom, à l'autre Partie, qui seraient intervenus avant sa date de notification. Ces documents sont reconnus par les Parties comme l'exposé unique et complet des termes de leur accord.

Sans préjudice des dispositions de l'article 9 de l'annexe II, toute modification du présent CONTRAT ou toute renonciation à un droit résultant de celui-ci devra faire l'objet d'un avenant régulièrement signé par un représentant dûment autorisé de chaque Partie.

- 6.2 En cas de conflit entre les stipulations des présentes conditions particulières et celles des annexes jointes, il est convenu entre les Parties que les conditions particulières prévalent toujours sauf mention contraire. En cas de conflit entre les stipulations de l'annexe II et celles des autres annexes, il est convenu entre les Parties que les stipulations de l'annexe II prévalent toujours sauf mention contraire.

ARTICLE 7: AUTRES CONDITIONS SPECIFIQUES APPLICABLES AU PROJET

7.1 Les conditions générales de l'Annexe II sont complétées par les dispositions suivantes :

7.1.1 Les vérifications de(s) dépenses visée(s) aux points 15.8. à 15.11 de l'annexe II seront effectuées par [l'entité adjudicatrice ou l'organisme externe désigné d'office et contractualisé et par [La Commission Européenne] [l'entité adjudicatrice] <nom, adresse, numéro de téléphone et de fax>.

[Les rapports financiers feront l'objet d'un audit de vérification des dépenses intermédiaires à chacune des dates suivantes : [[à mi-parcours de la mise en œuvre du Projet][avant le versement du préfinancement XXXXXXX] [sur la période du XX/XX/XXXX au XX/XX/XXXX].], excepté dans les cas décrits dans l'article 15.8. des conditions générales.

7.1.2 Aux fins du contrat, les frais de voyage et de séjour du personnel et d'autres personnes participant au Projet n'excèdent pas le barème de référence fixé par la Commission européenne : https://ec.europa.eu/international-partnerships/system/files/per_diem_rates_20191218.pdf

[7.1.x Aux fins du présent contrat, le Bénéficiaire ouvrira un compte bancaire dédié à la mise en œuvre du Projet, sur lequel seront versés les préfinancements par Expertise France. Les coordonnées bancaires sont fournies à l'annexe V.]

[7.1.x Le Projet mis en œuvre fera l'objet des évaluations suivantes :

< Précisez : si une condition particulière est en place concernant le suivi et l'évaluation >

7.1.x Un soutien financier aux tiers ne peut être octroyé que conformément aux conditions et critères énoncés dans l'appel à soumission de propositions à l'attention des candidats et dans le document de projet figurant en annexe I.

7.1.x Les droits, taxes et charges, y compris la TVA, ne sont pas éligibles s'ils sont récupérables / déductibles par le bénéficiaire.

Le coût correspondant doit être inclus dans le la ligne 12 du budget (annexe III et annexe VI).

Le total des coûts admissibles du projet est estimé à <indiquer le montant de la ligne 13 de l'annexe III> EUR, comme défini dans l'annexe III. Un montant déterminé de fonds, tel que signifié à l'annexe IX du présent contrat, sera conservé par Expertise France, aux fins de la mise en œuvre des activités de communication et de visibilité liées au projet.

La contribution de l'entité adjudicatrice définie à l'article 3.2. est également limitée à 100% du total estimé des coûts admissibles.

Le montant définitif de la contribution d'Expertise France est établi conformément aux articles 14 et 17 de l'annexe II. Les pourcentages spécifiés pour le total des coûts éligibles et le total des coûts admissibles ne s'excluent pas mutuellement, lorsque la contribution de l'entité adjudicatrice est limitée au montant inférieur obtenu en appliquant les pourcentages correspondants aux montants définitifs totaux des coûts éligibles et

admissibles approuvés par Expertise France. Si le total des coûts admissibles est le même que le total des coûts éligibles, le pourcentage applicable au total des coûts admissibles est appliqué au total des coûts éligibles afin de garantir le cofinancement demandé.

7.2 Il est dérogé à l'Annexe II par les stipulations suivantes:

7.2.1 Tout rapport envoyé avec une demande de paiement en vue d'un préfinancement suivant ou du paiement du solde est approuvé explicitement par EXPERTISE FRANCE dans les 45 jours suivant sa réception, accompagné des documents requis. L'approbation des rapports n'emporte reconnaissance ni de leur régularité, ni du caractère authentique, complet ou exact des déclarations et informations qui y sont contenues.

7.2.2 Outre l'article 9 des Conditions générales - Modification du contrat, un nouveau paragraphe est ajouté à l'article 9.4. :

Les modifications de l'annexe I, y compris du Cadre logique, qui affectent les résultats escomptés (impact, résultats, produits) doivent être convenues par écrit avec l'entité adjudicatrice avant que la modification n'ait lieu. Les modifications approuvées doivent être expliquées dans le rapport suivant.

7.2.3 En plus de l'article 12 des Conditions générales - Résiliation du contrat, une nouvelle rubrique - **Résiliation de la participation d'un (des) bénéficiaire (s) par le coordinateur** est incluse, avec l'article suivant :

12.7. - Dans des cas dûment justifiés, la participation d'un (des) bénéficiaire(s) au présent contrat peut être résiliée par le coordinateur. A cet effet, le coordinateur communique à l'entité adjudicatrice les raisons de la résiliation de sa participation et la date à laquelle la résiliation prendra effet, ainsi qu'une proposition de réaffectation des tâches du (des) bénéficiaire(s) dont la participation est résiliée, ou lors de leur remplacement éventuel. La proposition doit être envoyée en temps utile avant que la résiliation ne prenne effet. Si l'entité adjudicatrice y consent, le contrat est modifié en conséquence conformément à l'article 9.

[7.3 Il est dérogé à l'Annexe IV portant sur les règles applicables à la passation de marchés publics par les dispositions suivantes: Dans le cas où les procédures de passation de marchés d'Expertise France sont appliquées, le bénéficiaire utilisera les documents d'appel d'offres présentés dans la dernière version de Marchés publics et subventions dans le cadre des actions extérieures de l'Union européenne - Un guide pratique (PRAG), en suivant la procédure pour le seuil prévu]]

Fait en anglais en deux exemplaires originaux.

POUR LE BENEFICIAIRE :

A....., le.....202....

Mention manuscrite « Lu et approuvé » :

Signature¹:

POUR EXPERTISE FRANCE :

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

A....., le.....202....

Signature²:

¹ Date et signature originales

² Date et signature originales